



« A quoi sert cette Cour si elle ne peut pas arrêter la guerre ? » Les habitants de Gaza réagissent à la décision de la CIJ

## Description

*De nombreux Palestiniens de Gaza sont consternés par le fait que la CIJ n'ait pas exigé de cessez-le-feu, craignant que ses mesures provisoires ne fassent pas grand-chose pour mettre fin à l'effusion de sang.*

Par Mahmoud Mushtaha et Ruwaida Kamal Amer, le 9 février 2024



Des Palestiniens inspectent leur maison détruite après une frappe aérienne israélienne à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 8 février 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Le 26 janvier, la Cour internationale de justice (CIJ) a rendu un arrêt préliminaire affirmant qu'il existe un risque « plausible » qu'Israël commette un génocide dans la bande de Gaza. Alors qu'un arrêt définitif sur la question pourrait prendre des années, la Cour a mis six mesures provisoires visant à contraindre Israël à réduire son assaut. La Cour n'a toutefois pas choisi d'appeler à un cessez-le-feu immédiat, comme beaucoup l'espéraient, notamment les 2,3 millions de Palestiniens de Gaza.

En effet, parmi les résidents de l'enclave assiégée, comme parmi les Palestiniens et leurs partisans dans le monde entier, les réactions à l'arrêt ont été mitigées. Certains ont vu dans la décision de la Cour d'intervenir un [grand pas en avant](#) dans la reconnaissance et la protection des droits de l'homme des Palestiniens. Cependant, la décision de ne pas appeler à un cessez-le-feu – ce que l'Afrique du Sud, le pays requérant, avait [vivement exigé](#) – la Cour a été perçue par de nombreux habitants de Gaza comme un manquement à faire le strict minimum, permettant à Israël de continuer à ravager la bande de Gaza et sa population.

Alors que les Palestiniens de Gaza continuent d'aspirer à la fin de la guerre, attendant désespérément des nouvelles d'une percée dans les négociations entre Israël et le Hamas, +972 s'entretient avec des habitants du nord et du sud de la bande de Gaza pour connaître leur point de vue sur la décision de la Cour. Le sentiment dominant était la consternation, qui n'a fait qu'accentuer dans les jours qui ont suivi l'arrêt, Israël semblant [n'avoir](#) tenu [aucun compte](#) des mesures provisoires de la Cour.

## « Le monde n'a pas rendu justice aux Palestiniens depuis 1948 »

Kamal Al-Yazji, 23 ans, a été déplacé du quartier Al-Daraj dans la ville de Gaza lorsque sa maison a été bombardée. Depuis, il est hébergé à l'École Al-Rimal, dans la ville de Gaza, qui est gérée par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). M. Al-Yazji a utilisé un célèbre proverbe arabe pour décrire l'arrêt de la CIJ et la réaction de la communauté internationale : « En d'autres termes, les juges ont rendu leur décision depuis la sécurité et le confort de La Haye, et auraient probablement appelé à un cessez-le-feu s'ils étaient trouvés eux-mêmes à Gaza. »

« Chaque seconde de retard dans l'instauration d'un cessez-le-feu entraîne la mort d'une âme, d'un être humain, la destruction d'une maison, la destruction d'une famille », a-t-il déclaré. « Cela cause des difficultés et un chagrin incroyables davantage d'enfants. »



Des Palestiniens inspectent leur maison détruite après une frappe aérienne israélienne à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 8 février 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Abu Malik, un avocat de 45 ans d'origine du quartier Sheikh Radwan de la ville de Gaza et actuellement réfugié à l'hôpital Al-Shifa, est d'accord : « Le monde n'a pas rendu justice aux Palestiniens depuis 1948, et il continue de nous ignorer dans son silence. »

« Plus de 100 jours de guerre n'ont pas suffi à faire reconnaître au monde notre situation désespérée », a-t-il poursuivi. « Plus de 30 000 Palestiniens morts [y compris les milliers de disparus et présumés morts] et 70 000 blessés ne suffisent pas à convaincre le monde qu'Israël commet un génocide à Gaza ? Le procès de l'Afrique du Sud contre Israël était

une raison d'espérer. Que quelqu'un nous écoute. Mais franchement, je ne m'attendais pas à une décision positive de la CIJ, comme un cessez-le-feu immédiat ou l'autorisation pour l'aide humanitaire d'entrer dans les parties nord de la bande de Gaza ».

Fahmi Al-Rubai, 32 ans, est originaire du quartier de Shuja'iya et a été déplacé plusieurs reprises depuis le début de la guerre dans différents quartiers de la ville de Gaza. « Nous espérons que la décision de la Cour ferait pression sur Israël pour qu'il arrête la guerre, mais quelques jours après la décision préliminaire, le lundi 29 janvier, nous nous sommes réveillés avec des tirs intenses dans notre quartier. »

« Je ne sais pas qui peut nous aider », a-t-il ajouté. « Je ne sais pas qui peut arrêter la guerre. Si la CIJ échoue, nous n'avons plus que Dieu ».

Mustafa Majdi, originaire de Shuja'iya, a perdu 47 membres de sa famille dans des frappes aériennes israéliennes la mi-novembre. « Tous étaient des civils », a-t-il déclaré +972. « J'espère que la CIJ ordonne un cessez-le-feu immédiat, afin que je puisse enterrer mes proches qui sont encore sous les décombres. À quoi sert cette Cour si elle ne peut pas arrêter la guerre ou forcer Israël à me permettre d'enterrer ma famille ? »



Des Palestiniens enterrent des corps dans une fosse commune à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 30 janvier 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Amein Abedalal, un habitant de Shujaâ??iya Å¸gÅ¸ de 45 ans, a Å¸tÅ¸ dÅ¸placÅ¸ dans le quartier voisin dâ??Al-Shaâ??af. Il espÅ¸rait que cette dÅ¸cision entraÃ¸nerait une augmentation de lâ??aide humanitaire, [mais cela nâ??a pas Å¸tÅ¸ le cas](#). Å¸« IsraÃ¸l se moque du droit et de la pression internationale Å¸», dÅ¸plore-t-il. Å¸« Notre situation ne sâ??est pas du tout amÃ¸liorÃ¸e aprÃ¸s lâ??arrÃ¸t. Je ne peux quâ??espÅ¸rer que lâ??aide quotidienne augmentera Å¸».

Abu Ramzi Jendia, un homme de 65 ans qui vit dans le Å¸« Stade Palestine Å¸» de la ville de Gaza â?? le terrain de football national qui a Å¸tÅ¸ transformÃ¸ en abri pour les personnes dÅ¸placÃ¸es â??

est un peu plus optimiste. « Il y a maintenant l'espoir que la pression exercée sur Israël conduira à un cessez-le-feu total qui perdurera pour les habitants de Gaza », a-t-il déclaré.

« Bien que la CIJ n'ait pas ordonné de cessez-le-feu, nous avons eu le sentiment que quelqu'un se souciait de nous dans ce monde », a-t-il poursuivi. « Nous avons au moins eu l'impression que le monde commençait à ressentir notre douleur. »

## « Arrêtez cette guerre pour le bien de nos enfants »

« Depuis le début, nous attendons une intervention internationale pour mettre fin à cette guerre hideuse », a déclaré Anwar Awad, 45 ans, qui réside actuellement dans la ville de [Khan Younis](#), dans le sud du pays. « Nous ne pouvons dormir ni jour ni nuit. C'est comme si nous attendions la mort. »

« Lorsque l'Afrique du Sud a annoncé qu'elle déposait une plainte auprès de la CIJ, nous étions heureux qu'il y ait de l'espoir qu'il y ait quelqu'un qui puisse forcer Israël à arrêter cette guerre et à sauver les civils et les enfants de Gaza », a poursuivi Anwar Awad. « Nous avons attendu longtemps. Et la décision de la Cour a confirmé qu'il s'agit d'une guerre de génocide contre les civils de la bande de Gaza. Mais nous avons besoin d'un ordre clair et franc de cessez-le-feu. »



Des enfants palestiniens collectent de l'eau potable au siège de l'UNRWA à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 29 janvier 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

« Lorsque le juge de la CIJ a parlé de ce qu'Israël a fait aux civils de Gaza, des déplacements et de la famine, tout cela a été diffusé dans le monde entier et nous avons eu le sentiment que notre voix était entendue et que le monde savait maintenant ce que nous avons enduré », a-t-il poursuivi. « Cette guerre est plus dure que toutes celles que nous, nos parents ou nos grands-parents avons connues. J'espère que le monde se tiendra à nos côtés et nous sauvera de cette guerre ».

---

Sanaa Barbakh, 37 ans, a été déplacée avec sa famille de Khan Younis dans les jours qui ont suivi l'arrêt de la Cour, alors qu'Israël attendait son invasion terrestre. « Il y a une semaine, j'ai quitté ma maison dans le camp de réfugiés de Khan Younis pour la zone d'Al-Mawasi à Rafah », explique-t-elle. « Je vis maintenant dans une tente. Je suis mère de cinq enfants : ils ont soif de nourriture et sont tous malades, mais nous n'avons pas de médicaments et je ne peux pas les aider. »

« Nous espérons que la Cour appellerait directement à un cessez-le-feu, mais cela n'a pas été le cas », a poursuivi Mme Barbakh. « Si la décision avait été un cessez-le-feu, nous ne vivrions pas dans des conditions aussi terribles aujourd'hui. Pour nous, les civils, ce n'est pas notre faute. La guerre nous a privés de paix et de sécurité. Nous avons perdu nos familles, nos maisons, tout. Nous avons besoin de quelque chose pour forcer Israël à mettre fin à cette guerre ».

Munir Akar, 50 ans, a également été déplacé après l'arrêt préliminaire de la Cour. « Nous voulons un cessez-le-feu, la fin de la guerre », a-t-il déclaré. « Nous voulons que des délégations internationales entrent dans la bande de Gaza et voient ce que la guerre a fait à nous, les civils. J'ai été contraint de quitter ma maison dans la partie ouest de Khan Younis avec 50 membres de ma famille élargie. Il n'y avait ni eau, ni électricité, ni nourriture. Je ne pouvais même pas fournir du pain à ma famille. Le monde acceptera-t-il cela ? »

« L'audience du tribunal a été très importante et a attiré l'attention du monde sur les crimes odieux commis à Gaza, mais nous devons mettre fin à cette guerre », a poursuivi M. Akar. « Les guerres ne profitent à personne, elles ne font qu'accroître la destruction et la violence. Nous avons besoin de paix. La paix est la seule solution. Arrêtez cette guerre pour le bien de nos enfants ».

**Mahmoud Mushtaha** est un journaliste indépendant et un militant des droits de l'homme basé à Gaza.

**Ruwaida Kamal Amer** est une journaliste indépendante de Khan Younis.

Source : [+972](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

**date créée**

2024/02/12